

## ***Entre guerre mondiale et guerre froide : l'influence communiste en question au sein de l'immigration hongroise en France (1940-1949)***

**Benjamin JANICAUD**  
Université de Szeged  
Université de Nice

L'immigration hongroise dans les pays occidentaux, et notamment en France, est souvent perçue comme une immigration politique liée à l'exil provoqué par les répressions politiques ayant eu lieu en Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle du fait de l'arrivée au pouvoir de partis opposés : ainsi, il est couramment entendu que celle-ci a été majoritairement constituée d'exilés de gauche fuyant la « terreur blanche » dans l'entre-deux-guerres, puis d'exilés anticommunistes, de diverses tendances, à partir de 1945 et en plusieurs vagues – les plus droitiers dès 1945, les modérés en 1947, puis des révolutionnaires de 1956 se classant au départ souvent à gauche<sup>1</sup>.

Cette perception n'est pas entièrement juste car elle ne rend pas compte de la réalité de la vie politique de l'ensemble de l'immigration hongroise : en étudiant l'immigration hongroise dans son ensemble, on constate la permanence de plusieurs familles politiques opposées – communistes, sociaux-démocrates et conservateurs – au moins jusqu'en 1956.<sup>2</sup> Néanmoins, on peut se demander quelle force politique a, dans une période donnée, emporté l'adhésion de la majorité des immigrés hongrois présents en France, obtenant une sorte de primat politique, sur le plan de l'influence exercée, au sein de cette immigration.

---

<sup>1</sup> Les recherches sur l'immigration hongroise, notamment concernant la France, au XX<sup>e</sup> siècle, ont conforté cette perception, dans la mesure où les principaux ouvrages parus jusqu'à présent portent sur les camps politiques qui, dans chaque période, sont opposés au pouvoir hongrois : PÉCSI Anna, *Magyarok a franciaországi forradalmi munkásmozgalomban 1920-1945* (Les Hongrois dans le mouvement ouvrier révolutionnaire de France, 1920-1945), Budapest, Kossuth, 1982 ; BORBÁNDI Gyula, *A magyar emigráció életrajza 1945-1985* (Biographie de l'émigration hongroise, 1945-1985), Berne, Az Európai Protestáns Magyar Szabadegyetem kiadása (Éditions de l'Université protestante hongroise libre d'Europe), 1985 ; DUFOIX Stéphane, *Exil et politique. Éléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse de sociologie politique, sous la direction de M. le Professeur Marc Lazar, Paris, Université Paris 1, 1997, publiée en version abrégée : DUFOIX Stéphane, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002

<sup>2</sup> JANICAUD Benjamin, *La vie politique et associative au sein de l'immigration hongroise en France de 1919 à 1956*, Mémoire de Diplôme d'études approfondies, sous la direction de M. le Professeur Ralph Schor, Université de Nice, 2001

Cette question est particulièrement pertinente concernant la période, encore souvent mal connue, des années 1940 : dans une période durant laquelle se produisent de graves bouleversements, dus à la guerre, à l'occupation, aux déportations, mais aussi, de manière plus spécifique à l'immigration hongroise, aux changements successifs de nature du pouvoir hongrois, et aux mouvements de population intervenant dans la période (retours aux pays et vagues d'immigration) concernant des engagements politiques souvent opposés, quelles ont été les formes d'organisation de l'immigration hongroise ? Quelle a été leur influence sur le plan numérique ?

Pour répondre à ces interrogations, il semble approprié de mesurer l'évolution de la vie politique au sein de l'immigration hongroise à l'aune de l'influence communiste. En effet, on constate, à la lecture des sources, quelles qu'elles soient, que, pour ses partisans comme pour ses opposants, l'adhésion au communisme de la III<sup>e</sup> Internationale ou la proximité vis-à-vis de celui-ci est, depuis sa naissance, la valeur centrale, discriminante : une barrière symbolique du débat politique. On connaît, d'autre part, l'importance du communisme dans l'exil politique de l'entre-deux-guerres ; la question du communisme reste sur le devant de la scène à partir de 1945, du fait des évolutions de la vie politique en Hongrie comme en France : des gouvernements de coalition incluent les communistes jusqu'à la rupture de 1947 ; puis, durant la période de la guerre froide, à partir de 1947, la question du communisme est assimilée à l'appartenance à un camp ou à un autre et devient donc, dans un contexte de radicalisation des positions, une question qui ne fait plus débat. Il convient de voir comment les évolutions d'ensemble (guerre, période de transition, début de la guerre froide) s'articulent avec les changements internes de la vie politique et associative de l'immigration hongroise ; du début de l'occupation en France en 1940 à la « monolithisation » du pouvoir communiste en Hongrie avec la proclamation de la République populaire en 1949, l'influence communiste au sein de l'immigration hongroise en France s'est exercée dans des circonstances très différentes qui ont modifié sa nature, son intensité et son efficacité : l'occupation de 1940 à 1944, la période des gouvernements de coalition incluant les communistes dans un esprit de mise en valeur des activités de Résistance jusqu'en 1947, puis la période de mise en place de la guerre froide de 1947 à 1949.

La perception la plus fréquente de la politique en immigration, qui voudrait – de façon souvent trop mécaniste – que les préférences des immigrés hongrois se situent systématiquement dans une logique d'exil, c'est-à-dire en opposition à la maîtrise du pouvoir en Hongrie, impliquerait, en toute logique, que la mainmise communiste sur l'immigration hongroise en France ait cessé en 1945, pour laisser place à une immigration d'exilés de droite qui, dès cette date, organiserait la lutte contre un pouvoir hongrois influencé par l'occupation soviétique. Cette vision est-elle justifiée : l'arrivée à partir de 1945 de nouvelles vagues d'immigrés a-t-elle bouleversé les équilibres politiques de l'immigration hongroise ?

### *Face à l'occupation : Résistance menée par les communistes et maintien des associations conservatrices (1940-1944)*

La colonie hongroise qui existait en France durant l'entre-deux-guerres accordait une forte audience à des groupes communistes, en particulier syndicaux, bien organisés, dont l'influence était mal contrebalancée par des sociaux-démocrates affaiblis depuis la seconde moitié des années 1920 par le ralliement du comte Károlyi, ancien président de la République hongroise, aux communistes en tant que compagnon de route. À cette époque, le seul pôle de poids qui combattait l'influence communiste était patronné par le gouvernement hongrois ; les institutions et associations dont le centre se trouvait à la Maison hongroise de Paris, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, avaient ainsi réussi à acquérir, à Paris comme en province, une audience relativement importante, se portant au-delà des individus de sensibilité conservatrice, en assurant la sécurité sociale des Hongrois de France et en proposant, outre une vie associative, des services comme une « école hongroise » pour les enfants, et des missions religieuses.

Le début de la Seconde Guerre mondiale a provoqué des bouleversements considérables dans l'immigration hongroise en France : la colonie hongroise avait, selon certaines estimations, atteint l'effectif de 40000 personnes dans les années 1920, mais de nombreux retours en Hongrie, difficiles à évaluer, ont eu lieu en 1939 et en 1940. L'effectif des immigrés hongrois dans la première moitié des années 1940 est vraisemblablement de quelques milliers de personnes. La structure associative, matrice, jusque là, de l'activité politique des Hongrois en France, est, par ailleurs, bouleversée par différents facteurs : l'engagement de la plus grande partie des Hongrois sympathisants ou membres des organisations de gauche en tant que volontaires dans l'armée française, dès 1939<sup>3</sup> ; l'interdiction des activités associatives, dès 1939 pour les associations pro-communistes, et complètement sous l'occupation durant laquelle aucune association n'est autorisée, à l'exception des activités de bienfaisances patronnées par le Consulat général de Hongrie et des activités religieuses.

Dans le paysage politique et associatif officiel, il n'y a donc aucune trace de l'influence communiste dont nous traçons plus haut un aperçu concernant l'entre-deux-guerres. Néanmoins, on la retrouve, de manière très notable, dans la participation des Hongrois à la Résistance.

Celle-ci a été importante compte tenu du nombre total de Hongrois en France : d'après Anna Pécsi<sup>4</sup>, elle a été le fait d'un millier de Hongrois environ. Une plaque a été posée à la Maison hongroise (dans le bâtiment qui abrite aujourd'hui l'Ambassade de la République de Hongrie) où sont portés les noms de 113 Hongrois morts pour la France. Sur ce sujet, les sources hongroises auxquelles on peut se référer sont surtout constituées

---

<sup>3</sup> D'après Pécsi (*op. cit.*), il y eut 3000 volontaires hongrois, majoritairement dans les 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> Régiments de Marche des Volontaires Étrangers.

<sup>4</sup> Pécsi, *op. cit.*

soit de témoignages, soit d'enquêtes réalisées après la Libération<sup>5</sup>. Néanmoins, l'exploitation des documents disponibles semble permettre de dégager les éléments principaux.

Tout d'abord, des groupes spécifiquement Hongrois ont existé. Les Hongrois sont organisés par groupes de trois à partir des premières formes d'organisation dès septembre 1940 ; il y aurait eu 25 groupes fin 1941, 50 en 1942, 70 en 1943<sup>6</sup>. Ces groupes sont actifs en région parisienne et dans le Pas-de-Calais. Les premières actions de Résistance ont été dirigées par János Weisz (« Petit Jean ») à partir de septembre 1940. Ces groupes hongrois prennent contact progressivement avec l'organisation de Résistance des étrangers en France, dirigée par le Parti communiste français, la MOI (Main d'œuvre immigrée). Ces activités des Hongrois de France dans la Résistance ont eu pour résultat la fondation dans la clandestinité du Mouvement pour l'Indépendance hongroise (Magyar Függetlenségi Mozgalom, MFM) en 1943, mouvement d'obédience communiste. Pendant la période de clandestinité, c'est ce mouvement qui contrôle les groupes hongrois, en liaison avec la MOI. Il fait paraître clandestinement la Magyar Szemle (Revue hongroise) et d'autres périodiques. Les actions sont principalement de sabotage et de TA (Travail parmi les Allemands).

En dehors de ces groupes spécifiquement créés par les Hongrois, la participation de Hongrois est aussi présente, de manière notable, dans la MOI – les groupes FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans-Main-d'œuvre immigrée) sont composés de diverses nationalités ; le cas le plus connu est celui du groupe Manouchian, au sujet duquel les occupants ont publié une célèbre « affiche rouge » ironisant sur « les libérateurs », et dans lequel se trouvaient trois Hongrois (József Boczor, Tamás Elek, Imre Békés-Glasz) parmi les 21 exécutés<sup>7</sup>. Par ailleurs, la participation hongroise a été marquante dans les détachements Carmagnole-Liberté à Lyon et Grenoble. D'une manière générale, le rôle des Hongrois dans la MOI apparaît notable ; un Hongrois figure d'ailleurs dans sa direction nationale en la personne de Péter Mód, à partir de 1942.

En province, les deux types d'engagement existent : des groupes spécifiquement hongrois se forment dans le Pas-de-Calais (Lens, Méricourt, Sallaumines, Hénin-Liétard, Dechy, Waziers) et à Grenoble ; cependant, l'engagement de Hongrois dans les FTPF (Pas-de-Calais, divers endroits en zone sud) ou FFI (en zone sud)<sup>8</sup> semble plus important numériquement.

Lors de la Libération, plusieurs cas de participation de Hongrois aux barricades à Paris sont signalés<sup>9</sup>.

<sup>5</sup> Ces sources se trouvent à Budapest, à l'Institut d'Histoire de la Politique (*Politikatörténeti Intézet*, PI) : fonds 682, dossier 11 (enquêtes, comptes-rendus, listes de noms, notices biographiques) ; fonds 500 (mémoires). Une autre source de premier plan : LAZAR André, *Hongrois de la Résistance*, Paris, s.d. (probablement 1945), Éditions du Bateau-Ivre, 92 p.

<sup>6</sup> Pécsi, *op. cit.*

<sup>7</sup> PI, fonds 682, dossiers 11, 12 et 13

<sup>8</sup> PI, fonds 682, dossier 11

<sup>9</sup> *Idem.*

Au total, l'activité des Hongrois dans la Résistance semble s'être fédérée autour du pôle communiste dont la grande majorité des Résistants hongrois étaient membres ou sympathisants. Individuellement, des hommes d'autres opinions ont participé mais, au niveau collectif, l'organisation des Hongrois a été réalisée par les communistes. On le voit, les activités de Résistance ont pérennisé, de manière souterraine, l'empreinte de l'influence communiste au sein de l'immigration hongroise en France. Elles ont préparé le regain de popularité communiste qui allait survenir à la Libération.

Durant l'occupation, le poids des communistes sur la petite colonie hongroise connaît cependant des limites évidentes. Les activités communistes, qui fonctionnent dans la clandestinité, ne constituent pas le cadre associatif hongrois que la majorité des Hongrois connaît dans sa vie quotidienne, surtout lorsqu'il s'agit, notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais, d'immigrés pour raisons économiques, c'est-à-dire de familles ouvrières parlant peu ou pas le Français et qui ont donc un besoin vital d'une structure associative hongroise dans les environs. Dans ce cadre, les institutions hongroises conservatrices, patronnées par le Consulat général de Hongrie, structures qui avaient vigoureusement combattu et contrebalancé l'influence communiste dans l'entre-deux-guerres, continuent leur activité.

Elles le font certes avec difficulté. Les activités se recentrent autour des Missions religieuses (activités religieuses et aide sociale) et des « écoles hongroises ». La Mission réformée du Nord-Pas-de-Calais est supprimée, tout comme l'agence israélite de Paris. D'une manière générale, les seuls centres qui restent en activité sont la Maison hongroise de Paris et la Mission catholique du Nord<sup>10</sup>.

Cependant, le fonctionnement de ces structures anticommunistes se poursuit sans discontinuer. À Paris, le nombre d'élèves à l'école hongroise se stabilise autour de 80 chaque année, à peine moins qu'avant la guerre<sup>11</sup>. Des vacances en Hongrie pour les enfants sont régulièrement organisées par les professeurs de l'école hongroise<sup>12</sup>. Pour autant, ces institutions hongroises ne sont pas engagées dans la collaboration avec l'occupant. Au contraire, le prêtre de la Mission catholique de Paris, le P. Antal Uhl, est expulsé en février 1943 pour avoir aidé des juifs hongrois.

Durant la période de l'occupation, même si l'exclusivité de la vie associative hongroise revient aux structures « institutionnelles » dont le centre est la Maison hongroise de Paris, le travail mené par les communistes au sein de la Résistance, et l'importance, y compris sur le plan numérique, de celle-ci chez les Hongrois de France, assure le caractère ininterrompu de l'influence communiste, laquelle prend tout son relief lors de la Libération.

<sup>10</sup> Archives nationales de Hongrie, (*Magyar Országos Levéltár*, OL), divers fonds (plus particulièrement voir, dans le fonds K 71, dossier 55, le rapport du P. Ferenc Németh, 15 février 1943, où celui-ci récapitule globalement la situation depuis le début de la guerre). On pourra aussi éventuellement consulter BOROVI József, *A franciaországi magyar katolikus lelkészségek története* (Histoire des ministères catholiques hongrois de France), Tome 1 : 1925-1945, Budapest, Szent István Társulat, 2000

<sup>11</sup> OL, fonds K 71, dossier 133 : rapports divers des « sœurs sociales ».

<sup>12</sup> *Idem*.

### *La colonie hongroise de France contrôlée par les communistes (1944-1947)*

Dans l'immigration hongroise en France comme dans la société française dans son ensemble, en effet, l'influence du communisme est considérablement agrandie lors de la Libération, par sympathie pour un mouvement qui apparaît comme emblématique de la Résistance et donc auréolé de prestige, mais aussi par conséquence du rôle logistique joué par les communistes dans les réseaux de Résistance qui prennent le contrôle des lieux et des institutions de pouvoir.

Dans l'immigration hongroise, cela se traduit par la prise du contrôle des institutions hongroises par l'organe spécifiquement hongrois de Résistance en France, le MFM (Magyar Függetlenségi Mozgalom, Mouvement pour l'Indépendance hongroise). Cette organisation a été fondée clandestinement, en 1943 ; c'est surtout, cependant, à partir de 1944 qu'elle a reçu de plus en plus d'adhésions<sup>13</sup>.

À l'occasion de la Libération de Paris, un groupe du MFM investit la Maison hongroise et Zsigmond Walleshausen, le Secrétaire général de la Maison hongroise (membre de longue date du MFM d'après une source) déclare l'adhésion collective de celle-ci au MFM ; elle devient donc le siège du mouvement tout en continuant ses activités : ces institutions jusqu'à présent représentatives de la Hongrie de l'amiral Horthy – dont la statue trônait à l'entrée du bâtiment ! – sont donc à présent contrôlées par les communistes<sup>14</sup>. Par ailleurs, le Consul général de Hongrie, Károly Binder-Kotrba, décide peu de temps après de cesser de reconnaître le gouvernement de Budapest, et reconnaît le MFM. En 1945, le pouvoir ayant changé de mains en Hongrie, le président du MFM, l'écrivain György Bölöni, est désigné député, représentant les Hongrois de France, à l'Assemblée nationale hongroise. Enfin, sur le modèle du Parti communiste français, une association importante et influente au sein du MFM est l'Association des Résistants hongrois en France. Jusqu'en 1947, ce camp bénéficie d'une sympathie relative des autorités françaises, à une époque où le PCF participe au gouvernement.

Le MFM a en 1945 une très bonne implantation en France ; ayant pour but de fédérer l'ensemble de la colonie, il y est en partie parvenu pendant un temps. Un document interne d'avril 1945<sup>15</sup> donne une idée précise, y compris avec des indications numériques, de l'état de cette organisation : elle compte 1174 membres à Paris et dans la petite couronne ; des sections existent à Grenoble, Toulouse, Lyon, Marseille, Clermont-Ferrand, Roubaix, Nice, Nevers, et trois sections dans le Pas-de-Calais ; à Alger, un groupe de 130 personnes environ existe, l'Association des Hongrois amis de la France<sup>16</sup> ;

<sup>13</sup> Archives nationales (AN), Centre des archives contemporaines (CAC), versement 19870799 dos A33 art 40 (rapport de la Préfecture de Police sur la colonie hongroise du département de la Seine, 4 juin 1948).

<sup>14</sup> OL, fonds K 684, dossier 118 ; et Pécsi, *op. cit.*

<sup>15</sup> OL, fonds K 708, dossier 9

<sup>16</sup> Cette association, fondée en 1938 par le comte Mihály Károlyi et par György Bölöni, avait pour but d'accroître l'audience communiste dans le cadre de la tactique de Front populaire, et d'encourager les Hongrois de France à combattre dans les rangs français, et non dans les rangs

en outre, la Magyar Szemle est tirée à 2000 exemplaires, ce qui est beaucoup pour une colonie hongroise qui compte alors quelques milliers de personnes seulement. Une autre source complète ces informations : il s'agit d'un rapport de la Préfecture de Police de Paris qui estime le nombre de membres du MFM pour la France entière en 1945 à 2500 environ<sup>17</sup>. Dans les années qui suivirent, jusqu'en 1947, le MFM s'est maintenu en termes d'influence, sans pour autant progresser<sup>18</sup>.

Cette mainmise du MFM sur la vie politique et associative de l'immigration hongroise en France peut paraître surprenante, étant donné les circonstances. En effet, la situation a changé de nature à partir de 1945, tant du point de vue politique – le pouvoir a changé de mains en Hongrie – que de celui de la composition de la colonie hongroise de France : d'une part, une grande partie des éléments communistes les plus convaincus, qui résidaient en France, pour certains d'entre eux, depuis le début des années 1920, entreprennent de rentrer en Hongrie, progressivement à partir de 1945 – rapatriement pour lequel le MFM fait ardemment campagne<sup>19</sup> ; par ailleurs, dans le même temps, les éléments opposés aux changements politiques en cours en Hongrie en 1945, ou compromis dans la période précédente, quittent la Hongrie pour l'Ouest, dont une partie en France, en 1945<sup>20</sup>. Ces migrations croisées engendrent des changements dans la nature de l'immigration hongroise en France. Pourtant, sur le plan associatif, la structure de la vie de l'immigration hongroise en France change peu entre 1945 et 1947, c'est-à-dire qu'elle reste, malgré ces changements, caractérisée par une forte tutelle communiste qui s'exprime par l'influence du MFM, c'est-à-dire par la tutelle d'un mouvement qui, s'il représente en principe l'ensemble des composantes du Front national au pouvoir en Hongrie, ne laisse dans la réalité aucune place aux composantes non communistes<sup>21</sup>.

On le voit, il convient de constater que dans les années qui suivirent la Libération, jusqu'en 1947, malgré l'arrivée d'une vague d'immigrés de droite en 1945, il n'y avait pas d'association hongroise en dehors du MFM. C'est qu'à cette époque, en l'absence de structure associative adéquate – les structures institutionnelles traditionnellement fief des conservateurs sont devenues le siège des communistes – le point de ralliement des éléments hongrois de droite de plus en plus nombreux sont les Missions religieuses, et plus particulièrement les Missions catholiques. Ces institutions religieuses constituent

hongrois, en cas de guerre. Dissoute sur le reste du territoire français en 1940, l'association est restée en activité en Algérie.

<sup>17</sup> AN, CAC, versement 19870799 dos A33 art 440

<sup>18</sup> OL, fonds K 708, dossier 9 (documents internes au MFM) ; OL, fonds KÚM, XIX-J-1-k, 20/b (rapports de la Légation de Hongrie sur l'activité des associations hongroises patronnées par elle en 1948) ; AN, CAC, versement 19870799 dos A33 art 40 (rapport de la Préfecture de Police sur la colonie hongroise du département de la Seine, 4 juin 1948).

<sup>19</sup> Voir à ce sujet Pécsi, *op. cit.*, et PÉCSI Anna, KOMJÁT Irén, *A szabadság vándorai. Magyar antifasiszták Franciaországban, 1934–1944* (Les pèlerins de la liberté. Les antifascistes hongrois en France, 1934-1944), Budapest, Kossuth, 1973

<sup>20</sup> Voir à ce sujet Borbándi, *op. cit.*

<sup>21</sup> À ce sujet, voir FEJTŐ François, *Mémoires de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 182 et suivantes.

alors les seuls pôles qui s'opposent au MFM et qui tentent de contrebalancer l'influence communiste. Dirigées par le P. Jeromos Szalay (Paris), le P. Ferenc Németh (Lille) et le pasteur Imre Kulifay, elles jouent un rôle important dans l'accueil des nouveaux réfugiés hongrois en France à partir de 1945.

Le P. Szalay a été à cette époque le porte-parole presque unique des éléments de droite. Ce prêtre, doté d'une forte personnalité, a au total, selon sa propre expression, été « révoqué trois fois » entre 1944 et 1948<sup>22</sup> : plusieurs tentatives avaient eu lieu, du fait de son intransigeance, pour le remplacer à la tête de la Mission catholique hongroise de Paris. Dès 1944, il avait été en conflit avec le Consul général de Hongrie issu du camp conservateur et son rappel avait été demandé ; les tentatives suivantes émanent du gouvernement hongrois : en 1946 puis en 1947, à la demande expresse du MFM dont György Bölöni est le porte-parole à Budapest, il avait été rappelé en Hongrie par le Ministère des affaires étrangères hongrois mais avait refusé de partir. Les communistes reprochaient justement au P. Szalay de diffuser des idées hostiles au MFM et de nuire à l'influence de celui-ci dans l'immigration hongroise en France, dans un esprit opposé, d'après les dirigeants du MFM, à celui qui aurait dû animer toute personne attachée à la Résistance. Le refus de Szalay de quitter la France a pour résultat, en 1947, son expulsion de la Maison hongroise, où la Mission catholique ne peut donc plus continuer son activité<sup>23</sup>. Face aux directives des autorités hongroises, le P. Szalay a bénéficié du soutien de l'archevêché de Paris sous la juridiction duquel il décide de se placer<sup>24</sup>. Par ailleurs, en 1947, les autorités hongroises demandent aussi le rappel du pasteur Imre Kulifay, mais celui-ci est défendu par les autorités réformées hongroises et tente, de son côté, d'éviter la rupture avec la Légation de Hongrie et le MFM ; il semble qu'il y parvienne encore jusqu'en 1948<sup>25</sup>.

On le voit, pendant les années 1944-1947, les Missions religieuses, seules, sont le point de ralliement des éléments conservateurs. À partir de l'automne 1947, cependant, la situation commence à évoluer.

Du point de vue de la structure associative de la colonie hongroise de France, c'est donc fin 1947, et non pas en 1945, qu'une situation nouvelle commence à voir le jour. La période de 1945 à 1947 est celle de la transition, entre Guerre mondiale et guerre froide, pendant laquelle, dans l'immigration hongroise en France comme d'ailleurs dans la vie politique intérieure des pays concernés comme la France et la Hongrie, les positions par rapport au communisme sont souvent attentistes.

<sup>22</sup> Archives de l'Archevêché de Paris (mémoire du P. Szalay, s.d.).

<sup>23</sup> OL, fonds KÛM, XIX-J-1-k, 20/b et 20/g.

<sup>24</sup> Archives de l'Archevêché de Paris.

<sup>25</sup> OL, fonds KÛM, XIX-J-1-k, 20/b et 20/g ; AN, CAC, versement 19880312 art 6 liasse 1 ; et Archives de l'Archevêché de Paris (mémoire du P. Szalay, 1948). Il est à regretter que, d'une manière générale, très peu de sources soient disponibles sur le pôle réformé après 1945.

## *Le camp communiste sur la défensive (1947-1949)*

À partir de 1947, la situation d'ensemble change, dans le cadre de la mise en place des deux blocs qui conduit au début de la guerre froide, et de la clarification des positions, de part et d'autre, vis-à-vis du communisme. L'exclusion des communistes du gouvernement en France et l'adhésion claire de la France au camp occidental, le fait, d'autre part, que la Hongrie soit placée de plus en plus clairement sous la tutelle soviétique à partir de la même période, et que, les atteintes au multipartisme se multipliant, une nouvelle vague d'émigration, composée cette fois de modérés, quitte la Hongrie vers les pays occidentaux et notamment vers la France<sup>26</sup>, déterminent un changement cette fois décisif de la situation politique de l'immigration hongroise en France. On insistera en particulier sur la modification de la composition de l'immigration hongroise à partir de 1947 : d'après certaines estimations, c'est une population d'environ 8000 personnes qui aurait immigré en France à cette époque ; l'immigration hongroise est donc à partir de cette date composée en majorité d'exilés politiques, les immigrés pour raisons économiques étant donc désormais minoritaires.

Le contexte de guerre froide provoque un changement d'attitude de la part des autorités françaises vis-à-vis du communisme hongrois en France : les autorités administratives adoptent dès lors une attitude hostile. Ainsi, le MFM doit changer de nom et devient en 1948 la FMDE (Franciaországi Magyarok Demokratikus Egyesülete, Association démocratique des Hongrois de France), la presse communiste est interdite et change donc de titre à plusieurs reprises. On note une baisse sensible des activités entre 1948 et 1949. Fin 1948, la section hongroise du PCF comptait entre 100 et 200 membres et la FMDE 1549 membres dont 334 à Grenoble et plusieurs centaines dans le Nord-Pas-de-Calais (Sallaumines, Roubaix)<sup>27</sup>. La FMDE est définitivement interdite en décembre 1949, ce qui porte un coup à la structure organisationnelle du mouvement.

Entre 1947 et 1949, la Légation de Hongrie, dirigée par le comte Mihály Károlyi, appuyée par le gouvernement hongrois, subventionne largement les organisations hongroises communistes et apparaît sur la défensive face aux initiatives, dans le domaine de la presse comme dans le domaine associatif, des nouveaux immigrés anticommunistes. Le comte Károlyi lui-même effectue plusieurs voyages dans le Pas-de-Calais afin de conserver les sympathies des ouvriers hongrois, qu'il avait su entraîner, du fait de sa popularité auprès d'eux, dans l'entre-deux-guerres, au mouvement communiste.

En effet, de nouvelles formes associatives se mettent en place à la même époque chez les nouveaux immigrés. Tout d'abord, la droite de la colonie s'organise, en France, à partir de 1948. C'est l'organisation au niveau mondial de la MHBK (Magyar Harcosok Bajtársi Közössége, Communauté fraternelle des Combattants hongrois) à partir de cette date qui provoque la création en France de la principale organisation hongroise de droite

---

<sup>26</sup> Borbándi, *op. cit.*

<sup>27</sup> OL, fonds KÛM, XIX-J-1-k, 20/b. Ces chiffres correspondent à ceux indiqués par la police française (AN, CAC, 19870799 dos A33 art 40, rapport de la Préfecture de Police, 4 juin 1948).

structurée, présente en région parisienne comme dans le département du Nord<sup>28</sup>. Il s'agit d'une association regroupant en premier lieu d'anciens militaires et gendarmes hongrois, formés avant tout d'émigrés de 1945 sympathisants de la Hongrie de Horthy. L'association est paramilitaire et a pour but la « libération » par la force de la Hongrie. Ce pôle a été à même, à partir de cette date, de rassembler de manière assez massive les membres de la colonie hongroise.

Les modérés issus de la vague d'exil de 1947 fondent, sur le plan politique, le Conseil national hongrois (CNH) qui, créé en 1948, sous l'étiquette « Ni communiste, ni fasciste » et avec le soutien des États-Unis, rassemble des sociaux-démocrates aux libéraux. Sur sa droite, il est en nette opposition avec la MHBK. Pour la France, le principal dirigeant en est le modéré Pál Auer (ancien Ministre de Hongrie à Paris de 1945 à 1947), qui bénéficie de liens au Quai d'Orsay<sup>29</sup>. Les membres du CNH font paraître à Paris le *Nyugati Hírnök* (Courrier de l'Occident) qui avait d'ailleurs été lancé par un groupe informel dès fin 1947, avant même la création au niveau international du CNH. Paris aurait été le centre politique de ce pôle politique à partir de 1947<sup>30</sup>, ce qui est attesté par cette activité dans la publication. Néanmoins, il ne parvient pas à entraîner d'adhésions significatives sur le plan quantitatif.

Le déclin de l'influence du camp communiste n'est donc en rien mécanique à partir de l'arrivée des nouveaux immigrés anticommunistes. Cette influence se maintient, on l'a vu, dans les fiefs traditionnels communistes ; les communistes gardent le contrôle des anciennes colonies ouvrières hongroises, dont les membres se sont pour la plupart établis en France dans l'entre-deux-guerres, notamment ceux du bassin minier du Pas-de-Calais et de l'usine de la Viscose près de Grenoble qui est un centre important de sympathie communiste chez les Hongrois ; leur influence semble cependant désormais se limiter à ces seuls secteurs, et l'interdiction de l'association communiste affaiblit définitivement un mouvement qui se maintient, à partir de ce moment, surtout par les structures institutionnelles financées par le gouvernement hongrois, comme la Maison hongroise, mais qui est dès lors en perte de vitesse, alors que les pôles anticommunistes sont au contraire en croissance.

L'influence communiste au sein de l'immigration hongroise en France est donc en partie fonction des équilibres politiques d'ensemble dans les pays concernés et sur le plan international : cette influence, forte dans l'entre-deux-guerres, reste vive dans la clandestinité et se perpétue au moyen de l'organisation de la Résistance dans laquelle les groupes communistes hongrois ont été particulièrement actifs ; elle atteint son apogée

<sup>28</sup> Même si cette association n'est déclarée qu'en mars 1952 et autorisée en octobre 1952 (AN, CAC, Bulletin mensuel des R. G. n°9 de février 1956), il est clair que la section française de la MHBK existe *de facto* dès la fin des années 1940, comme le montrent les annonces diffusées par la MHBK dans le journal *Magyar Híradó* (Le Messager hongrois) publié à Tourcoing par les soins du P. Ferenc Németh, de la Mission catholique hongroise du Nord.

<sup>29</sup> Ces liens semblent avoir été extrêmement forts à la fin des années 1940, Auer gardant, par intervention spéciale du Quai d'Orsay, son statut de diplomate après avoir démissionné de son poste de Ministre de Hongrie à Paris en 1947.

<sup>30</sup> Borbándi, *op. cit.*

entre 1945 et 1947 lors de la vague générale de sympathie pour le communisme qui s'exprime en France du fait de la Résistance, et, du côté hongrois, par espoir vis-à-vis d'un gouvernement hongrois alors démocratique qui paraît rompre avec les excès de 1944 ; elle se maintient plus difficilement entre 1947 et 1949, du fait du raidissement dû au commencement de la guerre froide – rupture avec les non communistes – et à la conjonction de l'organisation associative des immigrés anticommunistes et de la décision des autorités françaises d'entraver les activités communistes. L'articulation d'un contexte français et d'un contexte hongrois engendre la prédominance, surtout entre 1944 et 1947, d'une situation politique singulière et bien différente de la situation hongroise : une situation de quasi hégémonie communiste qui n'est en rien bouleversée, dans un premier temps, par l'arrivée d'exilés, et qui découle à la fois de la situation qui prévalait dans l'entre-deux-guerres et de la Résistance. De même, le maintien d'un camp communiste qui, bien qu'affaibli, reste relativement important numériquement jusqu'en 1949 peut paraître surprenant, chez des Hongrois à l'étranger, et peut être attribué à l'assimilation d'une mentalité acquise en France, spécifique à certains immigrés hongrois qui s'étaient fixés en France pour des raisons économiques.